

Les crédits

On ne peut pas comparer le Canada aux États-Unis. Nous avons un territoire beaucoup plus vaste. On n'a qu'à songer au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest. Notre population n'atteint pas un dixième de celle des États-Unis. Beaucoup de choses ont resserré les liens entre les Canadiens en l'espace de 125 ans. C'est notre 125^e anniversaire. Des exemples? Les bureaux de poste ornés de leur petit drapeau étaient devenus un symbole national dans les régions éloignées. Le drapeau. Certains programmes sociaux. Nos grands moyens de télécommunications. D'assez bons moyens de transport. D'abord, les chemins de fer qui traversaient le pays d'un océan à l'autre, puis, plus récemment, les lignes aériennes qui, malgré les différences et les distances qui sont énormes, nous ont permis de communiquer entre nous, de partager et de célébrer toute cette diversité.

Mais voilà qu'on commence à supprimer toutes ces choses. Dans quelques semaines, Air Canada, avec le concours du gouvernement, de l'opposition, de vous-même, monsieur le Président, ainsi que de tous les députés, va permettre à 125 jeunes d'un district de se rendre dans un autre pour dialoguer, car le pays est malade et il faut rapprocher les Canadiens. Par conséquent, nous avons un programme spécial pour réunir les gens. Nous le faisons cette année dans le cadre de la célébration du cent vingt-cinquième anniversaire de la Confédération. Comment un pays peut-il prendre une telle initiative tout en la rendant impossible dans la vie de tous les jours à cause de sa politique de transport?

Madame la Présidente, j'en arrive maintenant à ma conclusion et je remercie la Chambre de m'accorder une minute de plus pour le faire.

Pour terminer, je dirai qu'il faut remettre en question la déréglementation parce qu'à cause d'elle, un des liens qui maintenaient le pays ensemble a été rompu et que le gouvernement reconnaît lui-même, par des initiatives particulières, qu'il faut renouer ces liens. Nous devons renouer les liens qui unissaient les différentes composantes du pays. L'un de ces liens est le transport. Nous devons mettre un terme à cette déréglementation qui a été organisée à la hâte, qui a mis notre industrie en péril sur le plan de la sécurité et qui a nui à notre capacité de communiquer les uns avec les autres.

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, c'est un plaisir pour moi que d'écouter le débat d'aujourd'hui. J'estime qu'on a soulevé des points fort essentiels, non seulement au sujet des transports et de la déréglementation, mais aussi de la nature même de notre pays. Je pense qu'il importe que le

gouvernement prête grandement attention à ce qui est dit ici.

Dans mon tout premier discours à la Chambre en 1988, j'ai fait remarquer aux députés que si on considérait la représentation à la Chambre d'un point de vue géographique, on constaterait que 83 p. 100 du territoire est représenté par l'opposition, ce qui n'en laisse que 17 au gouvernement. Il va sans dire que des kilomètres carrés, ça ne vote pas, ni les arbres ou autres objets du même genre.

Il m'est alors apparu clairement que la voie choisie par le gouvernement, qu'il s'agisse de la liberté de déplacement, de la liberté des échanges ou autre, était considérée par les régions du pays comme diamétralement opposée à leurs intérêts et à leur avenir. Cette tendance n'a fait que s'accélérer depuis mon arrivée à la Chambre.

Quand on examine les programmes du gouvernement, de quelle manière il finance le développement régional, de quelle manière il élabore sa politique de transport, de quelle manière il traite VIA Rail, les bureaux de poste et tout le reste, on se dit qu'il en veut aux régions. Si les gens se demandent pourquoi il y a autant de mécontentement dans tout le pays et pourquoi les Canadiens se sentent coupés de leur pays, c'est justement à cause de politiques comme celles-là.

Je voudrais demander au député s'il voit les choses sous le même angle que nous.

M. Tobin: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. Je dois dire qu'il nous a probablement donné à tous matière à réflexion. Je ne savais absolument pas que 83 p. 100 du territoire était représenté par des députés de l'opposition, contre 17 p. 100 par des ministériels.

Cela peut nous aider à comprendre pourquoi les bureaux de poste ont disparu du Canada rural. Cela peut aussi nous aider à comprendre un peu mieux pourquoi VIA Rail ne dessert plus les petites gares de notre pays. Cela peut aussi nous aider à comprendre pourquoi certains aéroports se sont non seulement fait enlever le service par avion à réaction, mais parfois même tout service, dans les très petites villes canadiennes. On comprend mieux aussi pourquoi le service ferroviaire a non seulement perdu du terrain, mais a même totalement disparu de certains coins du pays. Il n'y en a plus du tout à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, et beaucoup de lignes secondaires ont été éliminées, partout au Canada. Cela peut également nous aider à comprendre pourquoi, en 1992, les gens considèrent leur premier ministre provincial comme leur porte-parole, et ne se fient plus, malheureusement, à leur Parlement national.